

Direction de la Stratégie

La Directrice générale

Direction départementale d'Eure et Loir

à

Affaire suivie par :

Monsieur le Président du Conseil de Surveillance
EHPAD « Les Eaux Vives » du CH de Dreux
44 Avenue du Président Kennedy
BP 69-28102 DREUX Cédex

Secrétariat de la DD (ARS-DD28)

Tél. : 02 38 [REDACTED]
[REDACTED]

N/Réf : 2024-DS-286

Date : **04 JUIN 2024**

Lettre R.A.R. n° 2C17211983947

Objet : 28_DREUX_EHPAD du CH de Dreux « Les Eaux Vives »_contrôle sur pièces du 17 avril 2023_décisions administratives définitives.

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « Les Eaux Vives » situé 44 avenue Kennedy à Dreux (Eure-et-Loir) a été contrôlé par mes services, à compter du 17 avril 2023, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 24/04/2024, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courriel du courriel du 24/05/2024, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

Vous y déclariez avoir procédé à la mise en œuvre de certaines de ces mesures correctives et vous en attestiez par l'envoi de preuves documentaires : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi du contrôle, voire d'une éventuelle inspection.

Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, je confirme l'ensemble des mesures envisagées, à l'exception de celles déjà mises en œuvre, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

Dans le respect des échéances formalisées dans ce même tableau, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (*cf. supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures, afin de permettre leur levée.

Le non-respect cumulé de plusieurs mesures d'injonctions dans les échéances fixées est susceptible d'entraîner

la mise en place d'une sanction administrative (administration provisoire, indemnités journalières, sanctions financières, cessation partielle ou totale, provisoire ou définitive de l'activité d'accueil de résidents).

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil départemental d'Eure-et-Loir

MESURES ADMINISTRATIVES DECIDEES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

EHPAD « LES EAUX VIVES » (DREUX- 28)

N° du point de contrôle dans le rapport	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
	GOUVERNANCE					
1.1	<ul style="list-style-type: none">Respecter la capacité d'accueil de l'établissement en conformité avec l'autorisation			+	Arrêté d'autorisation n° 2018 DOMS PA28 0244	Sans objet, réalisé
1.4	<ul style="list-style-type: none">Disposer d'un projet d'établissement			+	Article L311-8 du CASF	10 mois
1.5	<ul style="list-style-type: none">Disposer d'un règlement de fonctionnement en cours de validité, avec validation des instances		+		Article R311-33 du CASF	6 mois
1.6	<ul style="list-style-type: none">Disposer d'un organigramme nominatif, à jour et daté		+		Circulaire DGAS/SD n°138 du 24 mars 2004 relative à la mise en place du livret d'accueil prévu à l'article L311-4 du CASF	Sans objet, réalisé
	<ul style="list-style-type: none">Mentionner les liens hiérarchiques et fonctionnels sur l'organigramme	+				Sans objet, réalisé
1.7	<ul style="list-style-type: none">Disposer d'un directeur avec les qualifications conformes à la réglementation			+	Article D312-176-10 du CASF	Sans objet, réalisé
1.9	<ul style="list-style-type: none">Formaliser la gestion des risques de maltraitance	+				Sans objet, réalisé
1.11	<ul style="list-style-type: none">Disposer d'un plan bleu complet, spécifique à l'établissement, objet d'une concertation interne, révisé annuellement			+	Article D312-160 du CASF	Sans objet, réalisé
1.12	<ul style="list-style-type: none">Réunir le conseil de la vie sociale au moins trois fois par anDisposer d'un relevé des conclusions de chaque réunion du conseil de la vie sociale signé par son président		+	+	Article D311-16 du CASF Article D311-20 du CASF	Sans objet, réalisé
FONCTIONS SUPPORT						
2.2	<ul style="list-style-type: none">Assurer une présence adaptée de personnels soignants qualifiés chaque nuit		+		Article L311-3 3° du CASF Article L312-1 II du CASF Article D312-155-0 II du CASF	Sans objet, réalisé

EHPAD « LES EAUX VIVES » (DREUX- 28)

N° du point de contrôle dans le rapport	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
PRISE EN CHARGE						
3.2	<ul style="list-style-type: none">Disposer de la Charte des droits et libertés de la personne accueillie au sein du livret d'accueil		+		Article L311-4 du CASF	Sans objet, réalisé
3.3	<ul style="list-style-type: none">Conclure un contrat de séjour avec chaque personne accueillie			+	Article L311-4 du CASF	Sans objet, réalisé
	<ul style="list-style-type: none">Indiquer les objectifs de la prise en charge dans le contrat de séjour		+		Article D311 V du CASF	Sans objet, réalisé
3.4	<ul style="list-style-type: none">Formaliser une procédure d'élaboration, de suivi et de révision du projet d'accompagnement personnalisé des résidents	+			Recommandation ANESM - Qualité de vie en EHPAD, de l'accueil de la personne à son accompagnement - Décembre 2010	Sans objet, réalisé
	<ul style="list-style-type: none">Réévaluer annuellement le projet d'accompagnement personnalisé des résidents	+			Recommandation HAS - Outils d'amélioration des pratiques professionnelles : Le projet personnalisé, une dynamique de parcours d'accès (volet EHPAD) - Octobre 2018	
	<ul style="list-style-type: none">Associer la famille et les proches du résident à l'élaboration du projet d'accompagnement personnalisé	+			Recommandation HAS - Outils d'amélioration des pratiques professionnelles : Le projet personnalisé, une dynamique de parcours d'accès (volet EHPAD) - Octobre 2018	
3.5	<ul style="list-style-type: none">Élaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident			+	Article L311-3 7° du CASF Article D312-155-0 (3°) du CASF	12 mois
3.6	<ul style="list-style-type: none">Intégrer le projet de soins et le projet de vie du résident dans son projet d'accompagnement personnalisé		+		Article D312-155-0 (3°) du CASF	12 mois
	<ul style="list-style-type: none">Associer le résident à l'élaboration de son projet d'accompagnement personnalisé		+		Article L311-3 7° du CASF	3 mois
3.12	<ul style="list-style-type: none">Mettre en place une commission de coordination gériatrique et prévoir une réunion <i>a minima</i> annuelle		+		Article D312-158 3° du CASF	Non applicable (compte tenu de l'explication apportée)
3.14	<ul style="list-style-type: none">Élaborer un protocole de circuit du médicament		+		Recommandation ANESM - Prise en charge médicamenteuse en EHPAD - Juin 2017 Article L311-3 du CASF	2 mois

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, la Mission Inspection Contrôle (MIC) de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la MIC ainsi qu'aux personnes (internes ou externes à l'ARS) en charge de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées tant que de besoin pour assurer le suivi des mesures et font l'objet d'une destruction à échéance des besoins de conservation.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

Par courriel :

ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr

A défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données
Secrétariat Général
ARS Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409
45044 ORLEANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>